

(1)

(N° 231.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUILLET 1897.

Projet de loi portant réorganisation de la garde civique (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. HEUVELMANS.

Nous avons l'honneur de présenter les amendements suivants au projet de loi sur la réorganisation de la garde civique.

I.

A l'art. 1. Supprimer les mots : « *A la conservation de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.* »

II.

A l'art. 2. Supprimer les mots : « *Ou par groupe de communes.* »

III.

A l'art. 7. Supprimer les mots : « *Ou de plusieurs.* »

IV.

A l'art. 20 du projet de la section centrale, supprimer les mots : « *ou par groupe de communes formant une seule garde civique.* »

(1) Projet de loi, n° 21.
Rapport, n° 101.
Amendements, n° 218 et 225.

V.

Au même art. 20, au lieu de : « *de deux membres et d'un secrétaire-rapporteur ayant voix consultative* », dire : « *de deux membres et d'un secrétaire-rapporteur ayant, CE DERNIER, voix consultative.* »

VI.

Au même art. 20. Supprimer le 2^e §.

VII.

A l'art. 23 du projet de la section centrale, supprimer les mots : « *ils se transportent dans les diverses communes de leur ressort, si les besoins du service l'exigent.* »

VIII

A l'art. 27 1^o du projet de la section centrale, supprimer les mots : « *par commune* ».

I X

A l'art. 38 du projet du Gouvernement, supprimer les mots : « *ou pour chaque groupe de communes dont les gardes sont réunies par application de l'art. 2, § 2 de la loi.* »

X

A l'art. 44 du projet du Gouvernement. Supprimer cet article.

XI

A l'art. 48 du projet du Gouvernement, supprimer les mots : « *des adjudants sous-officiers* ».

XII.

A l'art. 50. Remplacer cet article par : *Les élections et nominations sont renouvelées tous les cinq ans.*

XIII.

A l'art. 89. Ajouter les mots : *y compris la revue passée par le chef de la garde, l'inspection annuelle des armes, et l'inspection triennale du commandant supérieur.*

XIV.

A l'art. 90. Supprimer cet article.

XV.

A l'art. 94. Supprimer cet article.

XVI.

A l'art. 95. Supprimer les mots : *Les prises d'armes nécessitées par ces inspections sont considérées comme services obligatoires.*

Des réunions extraordinaires obligatoires peuvent aussi être ordonnées par le Ministre de l'Intérieur. »

XVII.

A l'article 135 du projet de la section centrale , faire précéder cet article des dispositions suivantes :

- » Dans les communes flamandes du pays, la garde civique est administrée
» en flamand.
- » Les gardes seront instruits, exercés et commandés en flamand.
- » Les correspondances, les avis, les communications émanant des auto-
» rités de la garde sont soumises aux prescriptions de la loi du 22 mai
» 1878. »

FLOR. HEUVELMANS,
E. COREMANS.

